Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
5 JUIL 1956
Transmis à ... Coordination(1)
Overgemaakt aan de H.

MTL. L.5287/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 juin 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 14 juillet 1951 fixant le cadre définitif du Ministère de la Défense nationale, complétant l'arrêté royal du 13 mai 1955 relatif à l'organisation de deux subdivisions régionales de l'Ecole Royale des Cadets et abrogeant l'arrêté royal du 23 juin 1952 fixant le statut des professeurs civils occupant temporairement des emplois à l'Ecole Royale des Cadets et à l'Ecole Supérieure des Candidats Gradés", a donné le 19 juillet 1956 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e juni 1956 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juli 1951 houdende vaststelling van het vast kader van het Ministerie van Landsverdediging, tot aanvulling van het koninklijk besluit van 13 mei 1955 betreffende twee regionale onderafdelingen van de Koninklijke Cadettenschool en tot opheffing van het koninklijk besluit van 23 juni 1952 tot vaststelling van het statuut der burgerlijke leraars die tijdelijk betrekkingen vervullen in de Koninklijke Cadettenschool en in de Hogere School voor candidaat-gegradueerden", heeft de 19e juli 1956 het volgend advies gegeven :

Selon son intitulé, le projet a pour objet :

1° de modifier l'arrêté royal du 14 juillet 1951 fixant le cadre définitif du Ministère de la Défense nationale;

2° de compléter l'arrêté royal du 13 mai 1955 relatif à l'organisation de deux subdivisions régionales de l'Ecole royale des cadets;

3° d'abroger l'arrêté royal du 23 juin 1952 fixant le statut des professeurs civils occupant temporairement des emplois à l'Ecole royale des cadets et à l'Ecole supérieure des candidats gradés.

Le projet comporte en outre des dispositions relatives au stage probatoire que les professeurs civils exerçant des fonctions à titre temporaire à l'Ecole royale des cadets et à l'Ecole supérieure des candidats gradés doivent accomplir pour être nommés professeurs à titre définitif à ces écoles.

\+

\+ \+

Le projet modifie la situation de certains professeurs civils de l'Ecole royale des cadets et de ses subdivisions.

A cet égard, le Conseil d'Etat rappelle l'observation qu'il a formulée concernant le fondement légal des dispositions concernant cette école, dans l'avis L.4751/2 du 12 mai 1955 sur un projet d'arrêté royal relatif à l'organisation de deux subdivisions régionales de l'Ecole royale des cadets.

.../...

Dans cet avis, l'attention était attirée sur ce que "tant pour répondre au prescrit des articles 17 et 118 de la Constitution que pour éviter des discussions sur la légalité des mesures que le Roi est amené à prendre en cette matière, il serait souhaitable que, comme pour l'Ecole royale militaire, une loi intervienne pour régler ce qui est relatif à l'institution des cadets des forces armées et à leur instruction".

\+

\+ \+

L'objet principal du projet est de transformer neuf emplois temporaires en emplois définitifs, c'est-à-dire quatre emplois à l'Ecole royale des cadets et cinq emplois à l'Ecole supérieure des candidats gradés, actuellement dénommée Ecole centrale (article 1er du projet).

\+

\+ \+

L'article 3 du projet rend applicables les articles 8 et suivants de l'arrêté royal du 13 mai 1955 aux professeurs actuellement en service à titre temporaire à l'Ecole des cadets et à l'Ecole supérieure des candidats gradés.

.../...

L'extension pure et simple de l'article 8 à ces professeurs peut donner lieu à des difficultés d'interprétation. En effet, l'article 8 dispose que le personnel doit répondre aux conditions énumérées dans cet article (de 1° à 8°). Il n'entre cependant pas dans les intentions du Gouvernement d'obliger les professeurs temporaires de remplir à nouveau toutes ces conditions, parmi lesquelles figurent notamment une condition d'âge et l'obligation de participer à un concours. Les intéressés ont en effet déjà dû remplir ces conditions au moment de leur admission en tant que professeurs temporaires.

L'article 3 du projet tend donc sur ce point à soumettre les professeurs des deux écoles au stage probatoire de trois ans.

Dès lors, il serait préférable de faire de cet article une disposition autonome et complète par elle-même, sans s'y référer à l'article 8. Cet article autonome pourrait également comprendre les dérogations en matière de stage apportées ,en faveur de ces professeurs, par l'article 4 du projet.

\+

\+ +

L'article 4 prévoit pour tous les candidats professeurs civils des deux écoles, des dérogations à l'obligation du stage probatoire de trois ans,identiques à celles que le Gouvernement veut accorder aux professeurs temporaires désireux d'acquérir la qualité de professeurs définitifs.

.../...

Il serait préférable d'insérer cette partie de l'article dans l'arrêté royal du 13 mai 1955 en un article 8 bis relatif aux dérogations au stage de trois ans.

Comme il n'existe pas de statut des professeurs de l'école centrale, il y aurait lieu en outre de régler au moins leur statut pécuniaire.

\+

\+ +

Les nouvelles modifications qui ont été apportées aux dispositions qui concernent l'Ecole royale des cadets et ses subdivisions amènent le Conseil d'Etat à rappeler l'observation qu'il a faite lors de l'examen du projet qui est devenu l'arrêté royal du 13 mai 1955 relatif à l'organisation de deux subdivisions régionales de l'Ecole royale des cadets et qui était formulée dans les termes suivants :

"Le Conseil d'Etat constate que le projet modifie l'organisation de l'Ecole des cadets, sans que ses diverses dispositions soient insérées dans l'arrêté royal du 17 septembre 1948, organique de l'Ecole.

Un arrêté ultérieur devrait reprendre l'ensemble de la matière et la refondre en un seul règlement, de manière à éliminer, parmi les divergences existant entre le régime actuel de l'Ecole et celui prévu par le présent projet pour ses subdivisions, celles qui s'avéreraient injustifiées".

.../...

Quant au reste, le projet appelle des observations de forme qui ne nécessitent pas de commentaire et résultent du texte proposé ci-après :

Arrêté royal relatif aux professeurs civils de l'Ecole centrale, anciennement dénommée Ecole supérieure des candidats gradés, ainsi qu'à certains professeurs civils de l'Ecole royale des cadets et de ses subdivisions régionales.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 17 septembre 1948 concernant l'organisation de l'Ecole royale des cadets, modifié par l'arrêté du Régent du 20 septembre 1949;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 1954 fixant les échelles des grades particuliers du Ministère de la Défense nationale, modifié notamment par l'arrêté royal du 7 janvier 1956;

Vu l'arrêté royal du 13 mai 1955 relatif à l'organisation de deux subdivisions régionales de l'Ecole royale des cadets;

.../...

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1956 fixant le cadre organique définitif du personnel administratif et du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service du Ministère de la Défense nationale;

Considérant qu'il y a lieu de transformer en emplois définitifs les emplois de professeurs civils occupés temporairement à l'Ecole royale des cadets et à l'Ecole supérieure des candidats gradés, actuellement dénommée Ecole centrale;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu l'accord du Premier Ministre;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

§ 1er. Au tableau A, chapitre II, section IV, "Ecole royale des cadets", de l'arrêté royal du 21 juin 1956, le chiffre 17 se trouvant en regard de la fonction "Professeur" est remplacé par le chiffre 21.

§ 2. Au tableau A, chapitre II, du même arrêté royal, il est inséré une section IV bis: "Ecole centrale", rédigée comme suit:

"Section IV bis : Ecole centrale.
Professeur (agrégé de l'enseignement moyen du degré supérieur) 5".

.../...

Article 2.-

Dans le chapitre Ier, article 1er, 3°, de l'arrêté royal du 16 mars 1954, il est ajouté, après la mention "Professeur à l'Ecole royale des cadets F bis/ 114.000 (25 ans) 204.000", la mention "Professeur à l'Ecole centrale F bis/114.000 (25 ans) 204.000".

Article 3.-

Il est inséré dans l'arrêté royal du 13 mai 1955, un article 8 bis rédigé comme suit:

"Article 8 bis. La durée du stage probatoire visé à l'article 8 est réduite à deux ans pour les professeurs ayant accompli des services à prestations complètes pendant un an au moins, en qualité de professeur, dans des établissements correspondants de l'enseignement moyen, normal ou technique de l'Etat".

Article 4.-

Les professeurs civils actuellement en service, à titre temporaire, à l'Ecole royale des cadets et à l'Ecole centrale peuvent être nommés à titre définitif par le Roi, après un stage probatoire de trois ans.

La durée du stage est réduite à deux ans pour ceux qui ont accompli des services à prestations complètes pendant un an au moins, en qualité de professeur, dans des établissements correspondants de l'enseignement moyen, normal ou technique de l'Etat.

Les services accomplis à l'Ecole royale des cadets ou à l'Ecole centrale en qualité de professeur à titre temporaire sont imputés sur la durée du stage imposée.

.../...

Article 5.-

Est abrogé l'arrêté royal du 23 juin 1952 fixant le statut des professeurs civils occupant temporairement des emplois à l'Ecole royale des cadets et à l'Ecole supérieure des candidats gradés, modifié par les arrêtés royaux des 8 août 1955 et 7 janvier 1956.

Article 6.-

Le présent arrêté entre en vigueur le premier du mois suivant sa publication au Moniteur belge.

Article 7.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Volgens zijn opschrift strekt het ontwerp tot :

1° wijziging van het koninklijk besluit van 14 juli 1951 houdende vaststelling van het vast kader van het Ministerie van Landsverdediging ;

2° aanvulling van het koninklijk besluit van 13 mei 1955 betreffende twee regionale onderafdelingen van de Koninklijke Cadettenschool ;

3° opheffing van het koninklijk besluit van 23 juni 1952 tot vaststelling van het statuut der burgerlijke leraars die tijdelijk betrekkingen vervullen in de Koninklijke Cadettenschool en in de Hogere School voor kandidaat-gegradueerden.

Het ontwerp treft verder voorzieningen terzake van de proeftijd welke van burgerlijke leraars die aan de Koninklijke Cadettenschool en aan de Hogere School voor kandidaat-gegradueerden tijdelijke functies uitoefenen wordt geëist om tot leraars in vaste dienst aan deze scholen te worden benoemd.

\+

\+ \+

Het ontwerp brengt wijziging in de toestand van sommige burgerlijke leraars aan de Koninklijke Cadettenschool en dezer onderafdelingen.

.../...

In verband hiermede moge de Raad van State herinneren aan de opmerking welke hij over de rechtsgrond van de bepalingen betreffende deze school, in advies L.4751/2 van 12 mei 1955 over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende twee regionale onderafdelingen van de Koninklijke Cadettenschool,naar voren heeft gebracht.

In dit advies werd erop gewezen dat "zowel ter voldoening aan de artikelen 17 en 118 van de Grondwet als om betwistingen aangaande de wettelijkheid van de door de Koning te nemen maatregelen uit de weg te gaan, het wenselijk ware dat, zoals zulks het geval is voor de Koninklijke Militaire School, een wet tot stand zou komen om ten aanzien van de school voor de cadetten van de strijdkrachten en van hun opleiding een regeling te treffen'

\+

\+ \+

Het ontwerp heeft voornamelijk ten doel negen tijdelijke betrekkingen in vaste betrekkingen te veranderen, vier daarvan aan de Koninklijke Cadettenschool en vijf aan de Hogere School voor kandidaat-gegradueerden, thans Centrale School genoemd (artikel 1 van het ontwerp).

\+

\+ \+

.../...

Artikel 3 van het ontwerp verklaart de artikelen 8 en volgende van het koninklijk besluit van 13 mei 1955, van toepassing op de thans aan de Koninklijke Cadettenschool en aan de Hogere School voor kandidaat-gegradueerden in tijdelijke dienst aangestelde leraars.

Door artikel 8 toepasselijk te verklaren op deze leraars, kan men moeilijkheden voor de interpretatie teweegbrengen. Artikel 8 immers bepaalt dat het personeel moet voldoen aan de voorwaarden die aldaar (onder 1° tot 8°) zijn opgesomd. Het ligt niet in de bedoeling der Regering van de tijdelijke leraars te eisen dat zij al die voorwaarden, en met name de voorwaarde inzake leeftijd en de verplichting aan een vergelijkend examen deel te nemen, opnieuw nakomen. Hieraan immers hebben de betrokkenen reeds moeten voldoen wanneer zij als tijdelijk leraar werden aangesteld.

Artikel 3 van het ontwerp strekt er in dit opzicht dus toe de leraars van beide scholen de driejarige proeftijd op te leggen.

Derhalve ware het verkieslijk dit artikel in het ontwerp als een zelfstandige en op zichzelf volledige bepaling op te nemen en de verwijzing naar artikel 8 daarbij achterwege te laten. In dit zelfstandig artikel zouden tevens de afwijkingen worden vermeld welke artikel 4 van het ontwerp inzake proeftijd ten gunste van deze leraars invoert.

\+

\+ \+

De afwijkingen van de verplichte proeftijd van drie jaar, in artikel 4 gesteld voor alle kandidaat burgerlijke leraars aan de twee scholen, zijn dezelfde als die welke de Regering wil toestaan aan de tijdelijke leraars die in vaste dienst wensen te worden benoemd.

Het ware verkieslijk dit gedeelte van het artikel in het koninklijk besluit van 13 mei 1955 in te voegen in de vorm van een artikel 8 bis waarin de afwijkingen van de proeftijd van drie jaar zouden worden behandeld.

Aangezien de leraars bij de Centrale School geen statuut hebben, zou bovendien ten minste in hun bezoldigingsregeling moeten worden voorzien.

\+

\+ \+

Naar aanleiding van de nieuwe wijzigingen welke in de bepalingen betreffende de Koninklijke Cadettenschool en haar onderafdelingen worden aangebracht, moge de Raad van State herinneren aan de opmerking welke hij heeft gemaakt bij het onderzoek van het ontwerp waaruit het koninklijk besluit van 13 mei 1955 betreffende twee regionale onderafdelingen van de Koninklijke Cadettenschool is ontstaan en welke luidde als volgt :

"De Raad van State stelt vast, dat het ontwerp de inrichting van de Cadettenschool wijzigt zonder dat de bepalingen ervan worden ingevoegd in het koninklijk besluit van 17 september 1948 tot inrichting van de school.

.../...

De ganse materie zou in een later besluit opnieuw moeten worden ter hand genomen en tot één reglement worden omgewerkt, en wel zo dat de verschillen tussen het huidige regime van de school en het regime dat het ontwerp voor de onderafdelingen invoert, verdwijnen voor zover zij niet gerechtvaardigd mochten blijken".

Voorts zijn bij het ontwerp nog betreffende de vorm opmerkingen te maken ; deze behoeven geen commentaar en blijken genoegzaam uit de hierna voorgestelde tekst :

Koninklijk besluit betreffende de burgerlijke leraars van de Centrale School, vroeger Hogere School voor kandidaat-gegradueerden, en sommige burgerlijke leraars van de Koninklijke Cadettenschool en haar regionale onderafdelingen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 68 van de Grondwet ;

Gelet op het besluit van de Regent van 17 september 1948 betreffende de inrichting van de Koninklijke Cadettenschool, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 september 1949 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 1954 houdende vaststelling van de schalen voor de bijzondere graden bij het Ministerie van Landsverdediging, gewijzigd inzonderheid bij het koninklijk besluit van 7 januari 1956;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 13 mei 1955 betreffende twee regionale onderafdelingen van de Koninklijke Cadettenschool ;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1956 tot vaststelling van het vast organiek kader van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging ;

Overwegende dat er grond voorhanden is om de betrekkingen der burgerlijke leraars die aan de Koninklijke Cadettenschool en de Hogere School voor kandidaat-gegradueerden, thans Centrale School geheten, in tijdelijke dienst zijn aangesteld, in vaste betrekkingen te veranderen ;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies;

Gelet op het akkoord van de Eerste-Minister ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

§ 1. In tabel A, hoofdstuk II, sectie IV, "Koninklijke Cadettenschool" van het koninklijk besluit van 21 juni 1956 wordt het tegenover de betrekking "Leraar" vermelde cijfer 17 door het cijfer 21 vervangen.

.../...

§ 2. In tabel A, hoofdstuk II, van hetzelfde koninklijk besluit wordt een als volgt luidende sectie IV bis ingevoegd :

"Sectie IV bis. Centrale School.
Leraar (geaggregeerde van het middelbaar onderwijs van de hogere graad) 5".

Artikel 2.-

In hoofdstuk I, artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 16 maart 1954 wordt na de vermelding "Leraar aan de Koninklijke Cadettenschool F bis / 114.000 (25 jaar) 204.000", de vermelding "Leraar aan de Centrale School F bis / 114.000 (25 jaar) 204.000" ingevoegd".

Artikel 3.-

In het koninklijk besluit van 13 mei 1955 wordt een als volgt luidend artikel 8 bis ingevoegd :

"Artikel 8 bis.- De duur van de in artikel 8 bedoelde proeftijd wordt op twee jaar verminderd voor leraars die gedurende ten minste een jaar als leraar met volledig lesrooster aan overeenstemmende inrichtingen van het middelbaar, normaal of technisch Rijksonderwijs diensten hebben gepresteerd".

Artikel 4.-

De burgerlijke leraars die thans aan de Koninklijke Cadettenschool en aan de Centrale School in tijdelijke dienst aangesteld zijn, kunnen na een proeftijd

van drie jaar door de Koning in vaste dienst worden benoemd.

De duur van de proeftijd wordt op twee jaar verminderd voor hen die gedurende ten minste een jaar als leraar met volledig lesrooster aan overeenstemmende inrichtingen van het middelbaar, normaal of technisch Rijksonderwijs diensten hebben gepresteerd.

De diensten welke de thans aan de Koninklijke Cadettenschool of aan de Centrale School in tijdelijke dienst aangestelde burgerlijke leraars hebben verricht, komen in mindering van de voor de proeftijd vereiste duur.

Artikel 5.-

Het koninklijk besluit van 23 juni 1952 tot vaststelling van het statuut der burgerlijke leraars, die tijdelijk betrekkingen vervullen in de Koninklijke Cadettenschool en in de Hogere School voor kandidaat-gegradueerden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 augustus 1955 en 7 januari 1956 wordt opgeheven.

Artikel 6.-

Dit besluit treedt in werking de eerste der maand volgend op de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

.../...

Artikel 7.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	J.COYETTE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ, J.LIMPENS,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J.CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M.VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) F.LEPAGE.